

ATTENTES POUR LA REDD+ : CCNUCC-COP20, LIMA, PÉROU DÉCEMBRE 2014



© WWF-CANON / DADO GALDIERI

Le WWF appelle toutes les Parties à la 20e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC-COP20) à intégrer la REDD+ au sein de l'architecture plus large du climat et à aborder les questions techniques qui restent en suspens pour la REDD+ et qui font toujours l'objet d'une discussion dans le cadre du processus de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technique (SBSTA).

DEMANDES D'ORDRE GÉNÉRAL

Les pays développés Parties à la Conférence doivent immédiatement s'engager à soutenir des actions ciblées dans les **secteurs forestier et d'utilisation des terres** dans les régions clés, dans la mesure où ces secteurs peuvent apporter des réductions d'émissions immédiates pour la période pré-2020.¹ Les pays forestiers peuvent contribuer au pique d'émission en élaborant leurs **contributions nationales** avec l'objectif de la **déforestation et de la dégradation nettes nulles (ZNDD)** d'ici 2020. Les Parties doivent faire montre d'une véritable avancée des engagements en matière de définition des moyens et manières d'obtention de paiements basés sur les résultats de la REDD+ et d'une stratégie pour faire passer le financement de la REDD+ à l'échelle supérieure à toutes les phases. Cela exige des avancées rapides dans les discussions du Comité permanent sur le financement et du Fonds vert pour le climat.

Il est essentiel de garantir **l'inclusion du secteur forestier dans le nouveau régime climat**, pour cette raison, les réflexions sur le rôle des forêts dans une approche basée sur les terres à un accord post-2020 doivent avancer.

Le rôle des forêts pré-2020 et post-2020

Le WWF encourage vivement les Parties à la COP20 à intégrer les actions forestières et foncières, y compris la REDD+, aux discussions du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée (GPD) en :

- S'assurant que toutes les Parties prennent en compte leurs secteurs forestiers et fonciers dans leurs contributions nationales (INDC),
- En faisant la promotion d'actions dans les secteurs forestiers et d'utilisation des terres, y compris par le biais de la REDD+, pour contribuer au resserrement de l'« écart d'une gigatonne » avant 2020.

Les dernières données scientifiques en date du GIEC pour 2013 et 2014 ont lancé un signal d'alarme qui demande à tous les pays de réduire leurs émissions de manière radicale. Selon les experts du GIEC, la cible critique des 2 degrés peut encore être atteinte si les émissions mondiales atteignent leur niveau le plus élevé d'ici 2020 et baissent de 40 à 70 % d'ici la moitié du siècle (par rapport aux niveaux de 2010) et qu'à terme nous allions vers zéro émissions ou moins encore d'ici 2100.²

Selon le Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions du PNUE (2013), les actions d'atténuation mondiales actuelles nous

¹ 10-12 GtCO₂e sont émises chaque année par ces secteurs.

² IPCC AR5 Synthesis Report, November 2014; bit.ly/1u1meNe

LA NÉCESSITÉ D'UN SOUTIEN ADÉQUAT ET PRÉVISIBLE POUR LA REDD+ JUSQU'À 2020 ET APRÈS EST URGENTE.

mèneront à **un écart entre les besoins et les perspectives d'émissions de 8 à 12 GtCO₂e d'ici 2020, ou ce que l'on appelle l'« écart d'une gigatonne »**, pour arriver au but de 2 degrés Celsius.

L'agriculture, l'exploitation forestière et les autres utilisations des terres (AFOLU) jouent un rôle majeur dans la mesure où elles représentent près d'un quart (24 %) des émissions de gaz à effet de serre anthropiques. Les activités AFOLU continuent d'émettre de 10 à 12 GtCO₂e tous les ans. Environ la moitié **de cela provient de la déforestation et de la dégradation des forêts (...)**.³

Toutefois, les activités AFOLU, y compris la REDD+ pour les pays en développement, **n'ont pas été reconnues dans les délibérations du Groupe de travail spécial sur la plate-forme de Durban (GPD), ni pré-2020 (Workstream 2 du GPD) ni post-2020 (Workstream 1 du GPD)**. Le WWF se félicite de l'initiative de **du GPD pour l'organisation des Réunions techniques d'experts** visant à explorer les opportunités techniques pour la libération des réductions d'émission dans la période pré-2020. Une de ces sessions s'est tenue à Bonn en juin 2014 et s'est concentrée sur les forêts et l'utilisation des terres. Cela renforce le message concernant le rôle important que les forêts jouent dans la lutte contre le changement climatique.⁴

Les Parties doivent explicitement discuter du rôle des forêts **dans le cadre des deux workstreams du GPD** pour garantir que ses contributions à la lutte contre le changement climatique sont bien reconnues au sein du nouveau cadre climat de la Convention qui sera applicable à toutes les Parties et qui sera adopté par la COP21 à Paris en 2015.

Par conséquent, les INDC doivent être préparées avec une considération particulière pour les réductions des émissions du secteur forestier, y compris les changements de la couverture forestière, cela contribuera à l'atteinte de la Déforestation et dégradation nettes nulles et des émissions connexes d'ici 2020. Dans le **contexte forestier, la nécessité d'INDC différenciées devient évidente** : alors que les émissions post-2020

provenant du secteur forestier doivent devenir une obligation d'atténuation pour toutes les Parties afin de permettre le calcul des émissions de gaz à effet de serre anthropiques totales,⁵ **la REDD+ doit rester un mécanisme d'incitation pour les pays en développement en se reposant sur un soutien financier de la part des pays qui ont de hautes responsabilités et de grandes capacités, du secteur privé et d'autres sources de soutien**. L'inclusion de la forêt dans chacun des workstreams du GPD contribuera également à encourager la participation escomptée du secteur privé à la REDD+ sous le futur cadre climat, dans la mesure où un des obstacles auxquels elle fait face est l'incertitude du soutien de la REDD+ dans le régime post-2020.

Par conséquent et conformément aux recommandations globales du WWF pour le projet de texte des co-présidents sur les Critères d'informations pour les INDC (ADP.2014.12.DraftText) et abordant le principe de responsabilité commune mais différenciée, le WWF propose **que les INDC soumises par les pays en développement à faibles responsabilités et capacités indiquent clairement quelle partie des efforts exigera un soutien international** et quelle partie des efforts sera entreprise par les pays eux-mêmes.⁶

Financement

- La nécessité d'un soutien adéquat et prévisible pour la REDD+ jusqu'à 2020 et après est urgente
- Les besoins en financement de la REDD+ dépendent du niveau d'ambition recherché et peuvent aller de 48 millions USD d'ici 2020 à 53 milliards USD par an pour arriver à la Déforestation et dégradation nettes nulles d'ici 2020.

Le WWF encourage vivement les Parties à la COP20 à :

- s'engager à financer la REDD+ au-delà de la période de démarrage rapide actuelle de manière à inclure un financement à moyen et long termes
- trouver une marche à suivre pour le financement de la REDD+ jusqu'en 2020 et après

³ Bastos Lima, M.G., Braña-Varela, J., Kleymann, H., Carter, S. (2014). The Contribution of Forests and Land Use to Closing the Gigatonne Emissions Gap by 2020. WWF-WUR brief no.2.; bit.ly/1mGAY7y

⁴ See unfccc.int/bodies/awg/items/8171.php

⁵ See WWF International Submission The Information Requirements for INDCs October 2014, in reference to ADP.2014.7.DraftText

⁶ See WWF International Submission The Information Requirements for INDCs October 2014, in reference to ADP.2014.7.DraftText

Bien que de nombreux pays en développement aient fait montre de leur engagement envers la mise en œuvre d'actions REDD+ et que certains pays bailleurs de fonds aient fait preuve d'un engagement continu envers le financement de la REDD+, un grand nombre de pays à hautes responsabilités et grandes capacités ont pas encore indiqué la manière dont ils vont respecter les engagements financiers pris à Copenhague, y compris en matière de soutien à la REDD+.

Sur une note positive, le WWF se réjouit et se félicite des promesses faites à Varsovie lors de la COP19, particulièrement à l'Initiative sur les paysages forestiers durables du Fonds biocarbone, ainsi que des engagements annoncés plus récemment lors du Sommet de l'ONU sur le climat qui s'est tenu à New York en septembre 2014. Le WWF se félicite tout particulièrement de l'engagement financier de la Norvège à destination du Pérou à hauteur de 300 millions USD pour la REDD+ et se réjouit d'autres accords de financement bilatéraux pour les forêts de la part du Royaume Uni, de l'Allemagne et de la Norvège pour le soutien de 20 programmes de financement de la REDD+ basé sur les résultats.⁷ Cependant, aucun engagement financier concret sur le plus long terme n'a été alloué ou promis. Le WWF encourage les autres pays clés tels que les États-Unis qui soutiennent les initiatives de REDD+, telles que l'Initiative pour les paysages forestiers durables (ISFL) du Fonds biocarbone, à faire des promesses de soutien plus ambitieuses et considérables à Lima.

Sur une note positive, le WWF se réjouit et se félicite des promesses faites à Varsovie lors de la COP19, particulièrement à l'Initiative sur les paysages forestiers durables du Fonds biocarbone, ainsi que des engagements annoncés plus récemment lors du Sommet de l'ONU sur le climat qui s'est tenu à New York en septembre 2014. Le WWF se félicite tout particulièrement de l'engagement financier de la Norvège à destination du Pérou à hauteur de 300 millions USD pour la REDD+ et se réjouit d'autres accords de financement bilatéraux pour les forêts de la part du Royaume Uni, de l'Allemagne et de la Norvège pour le soutien de 20 programmes de financement

de la REDD+ basé sur les résultats. Cependant, aucun engagement financier concret sur le plus long terme n'a été alloué ou promis. Le WWF encourage les autres pays clés tels que les États-Unis qui soutiennent les initiatives de REDD+, telles que l'Initiative pour les paysages forestiers durables (ISFL) du Fonds biocarbone, à faire des promesses de soutien plus ambitieuses et considérables à Lima.

Nécessité d'un soutien adéquat et prévisible

Le WWF demande aux Parties qui sont des pays développés de respecter les engagements pris lors de nombreuses décisions de la CCNUCC en matière de REDD+ pour fournir « un soutien adéquat et prévisible ». Bien qu'il soit difficile de déterminer ce qu'est un financement adéquat, c'est-à-dire le volume précis de financement nécessaire à l'atteinte des objectifs de la REDD+ du point de vue des pays en développement, quelques études ont avancé des estimations. Ces études montrent que **la nécessité du financement de la REDD+ dépend du niveau d'ambition** des Parties :

- **Scénario de MOINDRE AMBITION : 50 % de réductions d'ici 2020 et 5 USD par tonne de CO₂ = jusqu'à 48 milliards USD d'ici 2020**
 - Selon l'étude la plus récente de l'Initiative de financement du PNUE, du GCP et d'autres, « Stimulation de la demande intérimaire en réductions d'émissions par la REDD+ »⁸, les projections de **l'offre de réductions d'émissions provenant de la REDD+ et/ou d'autres activités forestières ou basées sur l'utilisation des terres entre 2015 et 2020 seront de 3 à 39 fois plus importantes que la demande totale potentielle**. Selon cette étude, **jusqu'à 48 milliards USD doivent être obtenus d'ici 2020** dans le cadre d'un scénario qui présume une **réduction annuelle de 50 % de la déforestation d'ici 2020 et un prix du carbone à 5 USD / TC₀₂**.⁹
- **Scénario d'AMBITIONS MOYENNES : 50 % de réductions d'ici 2030 = 17-33 milliards USD par an**



© WWF-CANON / SIMON RAWLES

⁷ See website of the German Ministry of Environment, Nature Conservation, Construction and Nuclear Safety; bit.ly/1172noV

⁸ See GCP, IPAM, FFI, UNEP FI 2014. *Stimulating Interim Demand for REDD+ Emission Reductions: The Need for a Strategic Intervention from 2015 to 2020*, Global Canopy Programme, Oxford, UK; the Amazon Environmental Research Institute, Brasilia, Brazil; Fauna & Flora International, Cambridge, UK; and UNEP Finance Initiative, Geneva, Switzerland.

⁹ Op. cit. GCP, IPAM, FFI, UNEP FI 2014

¹⁰ Reddy set grow: *Opportunities and Roles for Financial Institutions in Forest Carbon Markets*, UNEP Finance Initiative, May 2011; bit.ly/117306Z



© WWF-CANON / SIMON RAWLES

- Des estimations antérieures du PNUE ont montré que **17 à 33 milliards USD par an** étaient nécessaires pour atteindre **50 % de réduction de la déforestation d'ici 2030**, ce qui est également la cible acceptée pour la déforestation dans le cadre de la Déclaration de New York sur les forêts de septembre 2014.¹⁰

Toutefois, le WWF met l'accent sur le fait que ces chiffres sont **susceptibles d'être un minimum** dans la mesure où ils se concentrent principalement sur les coûts d'opportunité de la déforestation avérée (ou qu'ils sont issus d'un calcul fait avec un scénario où le prix du carbone est de 5 USD par tonne) mais aucun coût supplémentaire dû à la conservation des forêts actuelle et pour éviter les fuites, coûts pourtant nécessaires à la conformité à la REDD+. Les coûts de transaction (qui ont principalement affaire avec la gouvernance) pourraient être de la même ampleur que les coûts d'opportunité, au minimum le double des estimations de financement actuelles. Ainsi, pour atteindre l'objectif de **Déforestation et dégradation nettes nulles d'ici 2020**, **environ 30 à 53 milliards USD seront requis chaque année.**¹¹

Toutes les estimations de financement sont de loin supérieures aux **8,6 milliards USD**,¹² promis et investis jusque-là mais, ce qui est bien en-deçà des **544 milliards USD** dépensés de par le monde en 2012 en subventions pour les combustibles fossiles.¹³

Ce besoin urgent en financement pour les forêts est une autre preuve qui soutient les exigences globales du WWF envers les pays développés pour **des promesses de dons au GCF d'un total d'au moins 15 milliards USD cette année** et pour une augmentation considérable des flux financiers rentrants dans les caisses du GCF dans les années à venir.¹⁴

Bien que le WWF reconnaisse que le secteur privé se soit engagé à financer « les chaînes d'approvisionnement sans déforestation d'ici 2020 » dans la Déclaration de New York sur les forêts de septembre 2014, jusqu'à présent, le rôle du secteur privé est encore très faible, par conséquent, le WWF appelle le secteur privé à s'engager immédiatement dans des actions de soutien à la REDD+ :

- le secteur financier doit créer des instruments et des stratégies, tels que des assurances et des fonds de garanties, qui permettront de réduire les obstacles à l'investissement dans des pratiques d'utilisation des terres durables dans les pays en développement dans le cadre de stratégies de développement à carbone faible et de REDD+.
- La communauté financière (y compris les marchés financiers et le secteur des services financiers) doit faire accroître la transparence en signalant l'« empreinte carbone » des investissements et en se concentrant sur des investissements qui ne font pas avancer la déforestation et la dégradation de la forêt.
- Les sociétés impliquées dans les industries d'extraction qui contribuent à la déforestation et à la dégradation de la forêt doivent investir dans des pratiques sans déforestation et en soutenant des stratégies REDD+ locales, régionales et nationales.

En gros, l'échelle actuelle des engagements et du soutien financiers de la REDD+ est inadéquate pour que l'on puisse atteindre la cible des 50 % de réductions des émissions provenant du secteur forestier d'ici 2030. Par conséquent, les pays doivent (de manière individuelle et collective) accroître de manière considérable le niveau de leurs engagements financiers et mobiliser suffisamment de ressources auprès de diverses sources afin de respecter leurs engagements collectifs. Si ces efforts ne passent pas à l'échelle supérieure et sans une garantie adéquate et un soutien prévisible, les pays en développement ne pourront pas se mettre sur la voie du développement à faibles émissions pour une croissance économique pérenne.

SBSTA

Système d'informations pour les mesures de protection

Dans leurs décisions précédentes, les Parties à la COP ont accepté les « mesures de protection de Cancun » pour les actions REDD+ et ont demandé aux pays de la REDD+ d'élaborer un Système d'informations pour les mesures de

¹⁰ Compare Bastos Lima, M.G., Braña-Varela, J., Kleymann, H., Carter, S. (2014). The Contribution of Forests and Land Use to Closing the Gigatonne Emissions Gap by 2020. WWF-WUR brief no.2.; WWF (2011). Forests and Climate: REDD+ at a Crossroads. WWF Living Forests Report: Chapter 3; bit.ly/1xzTLD8

¹² Norman and Nakhooda, 2014- Standing Committee on Finance, Eighth meeting of the Standing Committee on Finance Bonn, Germany, 1-3 October 2014 Revised background paper on coherence and coordination: the issue of financing for forests, taking into account different policy approaches; bit.ly/1vdFj5z

¹³ International Energy Agency (2013). World Energy Outlook 2013 Factsheet; bit.ly/1zvKVTM

¹⁴ WWF GCEI's Policy Expectations for UNFCCC COP20, 2014; bit.ly/14yQYR7

protection afin de fournir des informations sur « la manière dont les mesures de protection sont abordées et respectées », pour que soient assurées « la transparence, la cohérence, l'efficacité et l'exhaustivité ». Ces informations sont remises à jour et partagées de manière périodique par le biais des communications nationales des pays et de manière volontaire sur le centre d'informations en ligne de la CCNUCC. Afin de recevoir des paiements basés sur les résultats, les pays qui mettent en œuvre la REDD+ doivent partager leur dernier « résumé d'informations » en date. Toutefois, il existe **deux lacunes clés** au niveau des orientations actuelles en matière de mesures de protection. Tout d'abord, **le type d'informations que le résumé doit contenir n'est pas précisé**. Deuxièmement, il n'y a **aucune orientation quant à la manière d'assurer que les Système d'informations pour les mesures de protection sont transparents, cohérents, efficaces et exhaustifs**.

L'élaboration de Systèmes d'informations pour les mesures de protection et de résumés plus forts peut avoir de nombreux avantages. Cela peut, par exemple, aider les pays dans leurs actions qui visent l'obtention de davantage de soutien (en interne et en externe) en renforçant la crédibilité des stratégies et des plans d'action ou encore susciter l'acceptation d'un ensemble commun d'attentes qui pourraient, à termes, simplifier les exigences de signalement multiples des bailleurs de fonds, entre autres avantages. Le WWF demande ainsi au SBSTA 41 d'élaborer davantage d'orientations qui soutiennent les efforts des pays en développement en matière de mise en œuvre de la REDD+ et qui ne présentent pas un fardeau. Le WWF recommande que la CCNUCC **demande que les informations suivantes soient incluses dans les résumés des pays sur la manière dont les mesures de protection sont respectées et abordées :**

- **Interprétation des mesures de protection REDD+ dans le contexte particulier du pays**, c'est-à-dire la manière dont elles se traduisent en circonstances et priorités nationales

- Présentation du **cadre juridique et politique actuel du pays** (y compris tout autre accord international ratifié qui peut soutenir la mise en œuvre des mesures de protection REDD+) expliquant la manière dont ils opèrent et soutiennent les mesures de protection REDD+
- **Critères et indicateurs** utilisés par le pays pour mesurer la performance et les progrès
- Description de la méthodologie utilisée pour évaluer la manière dont les mesures de protection sont abordées et respectées, pour des besoins de transparence (par exemple, comment et quand les informations sont recueillies, comment le processus se fait d'une manière participative et inclusive au niveau social, comment les informations ont été analysées et mises à disposition)
- Les actions adoptées et les étapes suivantes pour respecter et aborder les mesures de protection

Pour davantage de renseignements, veuillez consulter la soumission du WWF au SBSTA 41 sur « la manière d'aborder les mesures de protection dans la REDD+ : la nécessité de plus d'orientation de la CCNUCC ».

Mécanisme mixte d'atténuation et d'adaptation (JMA)

Le WWF s'attend à voir des **progrès sur la manière d'aborder le mandat du SBSTA concernant la nécessité de davantage d'orientation pour d'autres approches politiques telles que la proposition de la Bolivie sur un mécanisme d'atténuation et d'adaptation mixte**, tout en permettant à la REDD+ d'aller de l'avant.

Les approches intégrées, telles que le mécanisme mixte d'atténuation et d'adaptation, peuvent contribuer à la réalisation de réductions des émissions de carbone, à des avantages au niveau de l'adaptation et à d'autres avantages non associés au carbone en même temps. Les Parties à la CCNUCC ont reconnu le potentiel que les actions REDD+ ont de générer des co-avantages d'adaptation. Une proposition en particulier va dans ce sens, il s'agit du mécanisme mixte d'atténuation et d'adaptation. Ce mécanisme, proposé par la

LA COP20 OFFRE UNE OCCASION ESSENTIELLE À SAISIR POUR GARANTIR L'INCLUSION DU SECTEUR FORESTIER DANS LE NOUVEAU RÉGIME CLIMAT.

100%
RECYCLÉ



Bolivie, inclut l'intégration des politiques et l'aménagement du territoire, la promotion d'initiatives de conversation bioculturelle et des actions orientées pour articuler les processus agricoles productifs gérés au niveau local. Certaines questions nécessitent encore toutefois plus de clarté, par exemple :

- Est-ce que la REDD+ offre suffisamment de souplesse pour prendre en charge les principales caractéristiques d'autres approches politiques telles que le mécanisme mixte d'atténuation et d'adaptation ou est-ce qu'un tout nouveau cadre est nécessaire ?
- Est-ce que d'autres approches politiques telles que le JMA exigent l'élaboration d'autres indicateurs (tels que ceux qui pourraient être utilisés pour évaluer la performance des avantages aussi bien de l'atténuation que de l'adaptation) ?

Le fait d'associer les discussions sur les avantages non liés au carbone (NCB) aux indicateurs sur l'adaptation pourrait être la marche à suivre pour prendre en compte les principaux éléments du JMA aux niveaux national et local et pourrait offrir un cadre pour l'évaluation de telles interventions intégrées.

Pour davantage de renseignements, veuillez voir la soumission du WWF au SBSTA 40 sur « la manière d'aborder les questions méthodologiques des avantages non associés au carbone et des approches non basées sur le marché pour la REDD+ ».

Le WWF met l'accent sur le fait que **toute approche politique**, de marché ou non, qui tend vers la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation **nécessitera l'incorporation des mesures de protection sur lesquelles la COP16 s'est accordée à Cancun.**

COORDINATION DU SOUTIEN

À Varsovie, les Parties ont été invitées à désigner une entité ou un point focal national qui ferait office de liaison avec le Secrétariat de la CCNUCC et les autres organes de la Convention pour améliorer la coordination du soutien pour la mise en œuvre de la REDD+. Un des **principaux rôles de ces entités ou**

point focaux nationaux est de nommer, au sein des pays, des entités qui peuvent recevoir des paiements basés sur les résultats. La première réunion des entités ou point focaux nationaux aura lieu lors de cette COP et le WWF s'attend à ce que les Parties s'accordent sur la manière dont ces réunions annuelles seront organisées, structurées et animées et à ce que les Parties acceptent de rendre ces réunions aussi inclusives que possibles en autorisant la participation des représentants de la société civile, des organisations des peuples autochtones, du secteur privé et d'autres acteurs clés. Le WWF espère également voir que les personnes nommées pour représenter les Parties à ces réunions sont engagées envers la mise en œuvre de la REDD+ dans la mesure où cela encouragera des discussions davantage orientées sur la mise en œuvre de la REDD+, les défis et les opportunités.¹⁵ Le WWF met l'accent sur l'importance de ce forum de coordination au sein de la CCNUCC afin d'assurer l'intégrité (climatique) et la transparence du soutien financier octroyé aux pays de la REDD+.

CONCLUSION

Le rôle des forêts est essentiel dans le contexte du climat. Le dernier rapport en date du GIEC a montré qu'il était urgent d'agir pour lutter contre le changement climatique pour éviter les scénarios possibles démontrés. Les Parties doivent faire montre d'un véritable engagement en définissant les moyens et manières par lesquels on arrivera à des paiements REDD+ basés sur les résultats et une stratégie pour faire passer le financement de la REDD+ à l'échelle supérieure dans toutes les phases. En outre, la COP20 offre une occasion essentielle à saisir pour garantir l'inclusion du secteur forestier dans le nouveau régime climat.

CONTACT
FORESTCLIMATE@WWF.PANDA.ORG

¹⁵ WWF October 2014 interview on COP20 expectations; bit.ly/1v4yx1Y

NOTRE VISION
L'Initiative Forêt et Climat du WWF oeuvre pour garantir que REDD+ contribue de façon significative à la préservation des forêts tropicales et par conséquent à la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation dans l'intérêt des populations et de la nature.
panda.org/forestclimate

f / wwf t / wwfforestcarbon

Photos and graphics © WWF or used with permission. Text available under a Creative Commons licence.



Notre raison d'être
Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.
www.panda.org/forestclimate

WWF® - Marque déposée Propriétaire © 1986, WWF-World Wide Fund for Nature (anciennement World Wildlife Fund), Gland, Suisse